

FR

FR

FR



COMMISSION EUROPÉENNE

**Direction Générale pour l'aide humanitaire - DG
ECHO**

STRATEGIE OPERATIONNELLE 2006

6 janvier 2006

TABLE DES MATIERES

1.	Introduction	3
2.	Situation générale et perspectives en 2006	4
3.	Principes de programmation générale	6
4.	Priorités pour 2006	6
4.1.	Priorités géographiques	6
4.1.1.	Afrique	7
4.1.2.	Méditerranée et Moyen-Orient	11
4.1.3.	Caucase et Asie centrale	12
4.1.4.	Asie	13
4.1.5.	Caraïbes	15
4.1.6.	Amérique latine	16
4.1.7.	Préparation aux catastrophes naturelles et DIPECHO	16
4.2.	Priorités liées aux partenaires	17
4.3.	Priorités sectorielles et transversales	18
4.4.	Autres priorités	19
4.4.1.	Visibilité, information et communication	19
4.4.2.	Réseau opérationnel d' DG ECHO dans le monde	20
4.4.3.	Sécurité du personnel d'assistance humanitaire	20
4.4.4.	Evaluation	21
5.	Conclusion	21

1. INTRODUCTION

Plus de la moitié de l'aide humanitaire dans le monde est financée par l'Union européenne (UE), Etats membres ou Commission européenne. L'aide humanitaire est une expression concrète des valeurs d'humanité et de solidarité sur lesquelles se fonde l'intégration européenne. C'est une des politiques auxquelles le citoyen européen adhère pleinement.

La Direction générale pour l'Aide humanitaire (DG ECHO) de la Commission européenne a la responsabilité de la gestion de l'aide humanitaire financée par le budget communautaire. Son objectif principal est de sauver et préserver des vies, de réduire ou de prévenir la souffrance et de préserver l'intégrité et la dignité des populations des pays tiers touchés par des catastrophes, naturelles ou causées par l'homme telles que les conflits et les guerres, lorsqu'il s'avère que ces populations ne peuvent être efficacement secourues par leurs propres autorités.

La mission d'aide humanitaire de la DG ECHO vise également à faciliter le retour des populations à l'autosuffisance. Dans cette perspective, la DG ECHO s'emploie à favoriser la transition de l'aide d'urgence vers la réhabilitation et le développement par la collaboration avec les services de la Commission responsables de la coopération au développement et avec les autres donateurs. La mission de la DG ECHO comporte par ailleurs des actions de préparation aux catastrophes et de réduction de la vulnérabilité des populations exposées, notamment par le renforcement des capacités de réponse des communautés locales et des acteurs humanitaires concernés. Enfin, la DG ECHO joue un rôle dans le renforcement de la coordination de l'aide entre les Etats membres et soutient le rôle de coordination internationale des Nations Unies.

La mise en œuvre de l'aide humanitaire européenne repose sur les principes fondamentaux d'impartialité, de neutralité et d'indépendance, dans le respect du droit international et plus particulièrement du Droit humanitaire international et du Droit des réfugiés. En application concrète de ces principes fondamentaux, les décisions d'octroi de l'aide humanitaire sont fondées sur la seule évaluation des besoins des populations bénéficiaires et non en fonction d'une quelconque opportunité politique.

Dans ce cadre, la Commission attache une importance particulière aux crises oubliées, situations où coexistent d'importants besoins humanitaires, une couverture médiatique faible voire inexistante et peu de financements, souvent signe d'un manque d'intérêt politique, qui entraîne une faible présence des organisations humanitaires.

La DG ECHO s'est engagée dans l'application effective des Principes et bonnes pratiques de l'aide humanitaire (*Good humanitarian donorship principles*), tels qu'ils ont été approuvés en juin 2003 à Stockholm, et est à la recherche constante de la qualité dans la définition de sa stratégie, de la mise en œuvre des projets et de la gestion budgétaire, pour assurer à son action efficacité et efficacie. Elle suit avec intérêt les débats en cours au sujet de la réforme du système humanitaire - notamment au sein des Nations Unies - afin d'améliorer la capacité de réponse internationale face aux urgences.

La DG ECHO met sa mission d'aide humanitaire en œuvre par l'intermédiaire d'organisations spécialisées : agences spécialisées des Nations Unies, Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge et organisations non gouvernementales.

2. SITUATION GENERALE ET PERSPECTIVES EN 2006

Dans l'espace humanitaire, l'année 2005 restera marquée par deux drames majeurs: les conséquences du **tsunami** du 26 décembre 2004 et le tremblement de terre au Pakistan en octobre. Le tsunami, qui a touché 12 pays, a causé près de 226 000 décès et disparitions (soit 3,4 fois le nombre moyen annuel de décès causés par des catastrophes naturelles dans le monde durant la décennie précédente) et affecté 1,9 millions de personnes¹, dont la majorité s'est retrouvée sans abri, a donné lieu à un élan mondial de solidarité financière sans précédent et a largement mobilisé les acteurs humanitaires pendant les mois qui ont suivi. Pour la DG ECHO également, cette catastrophe a pesé sur l'activité 2005 en mobilisant près de 20% des efforts avec un budget total de 123 millions d'euros.

Le tremblement de terre dévastateur d'une intensité de 7,6 qui a touché le Pakistan le 8 octobre 2005 a tué 73 000 personnes et en a blessé 69 000 autres dans la partie du Cachemire administrée par le Pakistan². Du côté indien, 1 300 personnes ont été tuées et 6 600 blessées³. 4 millions de personnes ont été affectées au total, dont 3 millions se sont retrouvées sans-abri⁴. En 2005 la DG ECHO a engagé 48,6 millions d'euros⁵ pour apporter une aide humanitaire immédiate aux victimes de cette catastrophe.

Même si la réaction de la communauté humanitaire internationale, surtout pour le tsunami, a été exceptionnelle par son ampleur et sa rapidité, ces catastrophes ont néanmoins mis en lumière des problèmes de coordination et d'efficacité dans la réponse apportée. La DG ECHO, comme ses partenaires, doit en tirer les leçons, notamment en renforçant les investissements dans la réduction des risques et la préparation aux catastrophes, l'accent devant être mis sur le renforcement des capacités locales de résistance et de réaction à ces catastrophes.

Au-delà de ces événements qui ont mobilisé l'attention des médias et du grand public, la situation humanitaire mondiale n'a pas fondamentalement évolué. Si certaines situations de crise se sont dénouées, permettant à la DG ECHO de passer le témoin aux acteurs du développement et d'arrêter ses interventions, comme en Angola, ou encore si de forts espoirs de relève par la coopération au développement existent dans d'autres cas, permettant à la DG ECHO d'envisager sa sortie courant 2006, comme aux Philippines, au Cambodge, au Tadjikistan ou en Haïti, dans la grande majorité des situations de crise, les problèmes humanitaires et les besoins d'assistance perdurent.

Avec cinq nouveaux **conflits** en 2004, le nombre de conflits violents dans le monde s'est maintenu à 36, le degré de violence s'étant cependant atténué avec la baisse du nombre de guerres de 13 à 3⁶. La tendance de l'après-guerre froide se confirmant, tous ces conflits, dont les victimes sont dorénavant majoritairement des civils, sont de nature locale ou régionale et frappent essentiellement des pays pauvres aux structures étatiques faibles ou en faillite et dont la population est particulièrement vulnérable.

¹ D.GUHA-SAPIR, A.van PANHUIS, « *The Andaman Nicobar earthquake and tsunami 2004* ». Center for Research on the Epidemiology of Disasters (CRED), UCL, Brussels, July 2005.

² Source gouvernement du Pakistan, 2 novembre 2005

³ Source gouvernement indien, 26 octobre 2005

⁴ Estimation de l'IOM, 21 octobre 2005

⁵ Chiffre au 31/12/2005

⁶ HEIDELBERG INSTITUTE ON INTERNATIONAL CONFLICT RESEARCH (HIK), « *Conflict Barometer 2004* ». University of Heidelberg, Heidelberg, December 2004.

Du côté des **personnes déracinées**, l'évolution des dernières années ne suscite qu'un espoir mitigé. Le nombre de réfugiés⁷ était ramené début 2005 à 9,2 millions (soit 52% du nombre de réfugiés fin 1992), 2004 poursuivant ainsi le mouvement de baisse entamé il y a 12 ans. 2004 a été marqué notamment par le retour de près de 1 million de réfugiés afghans, mouvement qui s'est poursuivi en 2005 et qui se poursuivra encore en 2006. Mais le nombre total de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays⁸, lui, n'a pratiquement pas évolué depuis 4 ans et se maintient à un peu plus de 25 millions, constituant ainsi le plus grand groupe «à risque» au monde. Ce statu quo cache cependant en 2004, comme l'année précédente, les déplacements de près de 6 millions de personnes, 3 millions quittant leur foyer, alors qu'un nombre équivalent pouvait faire le chemin du retour. Il faut également noter l'augmentation en 2004 de 11 à 14 millions du nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays se trouvant dans une situation critique, coincées dans des zones de combat ou dans des régions où les structures de protection étatiques se sont effondrées (notamment au Soudan, en Colombie, en Tchétchénie, au Népal, ou au Myanmar).

Concernant les **catastrophes naturelles**, si on exclut le tsunami dont l'ampleur de la catastrophe a été sans précédent, le bilan de l'année 2004⁹ a été moins lourd en nombre de décès (18 109 contre 86 395 en 2003) et de personnes affectées (136 millions contre 258 millions en 2003), malgré une légère augmentation de 381 à 396 du nombre d'événements. A moyen terme cependant, une amélioration de ce facteur, cause de grandes détresses humanitaires, est peu probable ; au contraire, les raisons de craindre l'augmentation des catastrophes naturelles en fréquence et en ampleur, affectant un nombre croissant de personnes particulièrement dans les régions les plus pauvres, sont nombreuses : croissance de la population mondiale, urbanisation incontrôlée, changements climatiques et mauvaise gestion environnementale¹⁰ pour ne citer que les principales.

Enfin, le retard pris dans la réalisation des **Objectifs du Millénaire** pour le développement (OMD) est un autre facteur d'inquiétude. La réalisation des OMD est particulièrement en retard en Afrique subsaharienne, principale région d'intervention de la DG ECHO, ce qui n'est pas une coïncidence. La forte corrélation existant entre la réduction de la pauvreté et la sécurité mondiale est communément admise. Des recherches¹¹ ont montré qu'une baisse brutale de cinq points de pourcentage de la croissance économique accroît le risque de guerre civile de 50 % environ. S'il est clair que les conflits violents résultent de la conjugaison de plusieurs facteurs, la pauvreté crée des conditions qui favorisent l'éclatement d'un conflit ou l'entretiennent. Plus généralement, l'absence d'options économiquement viables, autres que l'activité criminelle, accroît le potentiel de violence.

On ne peut dès lors espérer à court terme de grandes améliorations dans la situation humanitaire des plus vulnérables. 2006 signifiera pour la DG ECHO la poursuite de sa stratégie d'aide aux victimes de ces crises et de renforcement des capacités de réponse des communautés locales concernées par les risques naturels. Cette stratégie continuera à être confrontée au non-respect du droit international humanitaire et aux atteintes à l'espace

⁷ HAUT COMMISSARIAT AUX RÉFUGIÉS DES NATIONS UNIES (HCR), « *Refugees by numbers (Edition 2005)* »,

⁸ <http://www.unhcr.ch/cgi-bin/texis/vtx/basics/opendoc.htm?tbl=BASICS&id=3b028097c#Numbers>
⁹ GLOBAL IDP PROJECT, http://www.idpproject.org/global_overview.htm#1

⁹ CRED, <http://www.em-dat.net>

¹⁰ UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAM, *Annual Report 2004*

http://www.unep.org/AnnualReport/2004/Responding_environmental_emergencies_p6-9.pdf

¹¹ UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAM, « Rapport du projet Objectifs du Millénaire », <http://www.unmillenniumproject.org/reports/why5FR.htm>

humanitaire ainsi qu'aux difficultés d'accès à certaines populations dans le besoin et aux questions de sécurité pour le personnel d'assistance humanitaire.

3. PRINCIPES DE PROGRAMMATION GENERALE

En 2006, la DG ECHO poursuivra sa politique d'assistance aux populations ayant les plus grands **besoins humanitaires**. L'identification de ces populations procède d'une double approche, une approche partant de la base correspondant à l'évaluation sur le terrain par les experts et les unités géographiques de la DG ECHO et une approche par le haut classant les pays en développement d'une part en fonction de leur degré de vulnérabilité tel que reflété par l'indice global des besoins humanitaires GNA (*Global Needs Assessment*) et d'autre part en fonction du caractère oublié des crises tel que reflété par l'indice FCA (*Forgotten Crisis Assessment*).

L'attribution de l'indice GNA part de l'hypothèse que les besoins d'aide humanitaire en cas de crise seront les plus importants dans les pays ou territoires les moins développés et les plus pauvres, les plus susceptibles de souffrir de catastrophes naturelles sévères ou de conflits violents, portant une lourde charge de réfugiés ou de personnes déplacées internes et avec une prévalence élevée de malnutrition infantile et un taux de mortalité important des enfants de moins de 5 ans. Cet indice permet le classement relatif de près de 140 pays et territoires. Sur la base de cet exercice, 31 pays ou territoires ont été identifiés, pour la stratégie 2006, comme ayant des besoins élevés, dont 23 en Afrique subsaharienne (dont la République Démocratique du Congo, le Burundi, l'Ouganda, la Tanzanie, le Zimbabwe, la Côte d'Ivoire, le Tchad, la Somalie et le Soudan), 1 dans le Nord Caucase (la Tchétchénie) et 7 en Asie du sud et du sud-est (dont l'Afghanistan, le Myanmar et le Népal).

L'identification des **crises oubliées**, quant à elle, est basée sur la combinaison des éléments suivants : des besoins humanitaires importants tels que reflétés par l'indice GNA, une couverture médiatique faible voire inexistante, un faible degré d'intérêt des donateurs reflété par le niveau d'aide publique reçue et une évaluation sur le terrain par les unités géographiques et les experts de la DG ECHO. Ces crises sont généralement anciennes, ce qui explique le désintérêt des médias comme des donateurs. Cette situation peut toutefois évoluer rapidement. Pour l'exercice 2006, la DG ECHO a retenu comme crises oubliées la Tchétchénie, le Myanmar, les réfugiés Sahraouis en Algérie, le Népal et, dans une moindre mesure, l'Inde pour la crise au Cachemire¹².

4. PRIORITES POUR 2006

4.1. Priorités géographiques

Globalement la DG ECHO interviendra dans les pays en développement dans lesquels il y a des besoins humanitaires pressants auxquels le pays n'est pas en mesure de faire face. En raison de la durée de nombreuses crises, des interventions dans les régions et pays suivants peuvent cependant déjà être prévues.

¹² A noter que l'évaluation des crises oubliées a été réalisée avant le tremblement de terre qui a frappé l'Inde et le Cachemire le 8 octobre 2005.

4.1.1. *Afrique*

4.1.1.1. Afrique occidentale

En **Afrique occidentale**, l'assistance continuera à répondre aux besoins humanitaires liés aux mouvements de populations internes et transfrontaliers, qui sont le résultat des conflits et tensions persistants dans la région. Des actions ponctuelles seront également entreprises pour faire face aux crises nutritionnelles et aux épidémies qui affectent la région de manière chronique.

En **Afrique occidentale côtière**, le processus de rapatriement des réfugiés libériens se poursuivra en 2006. Toutefois, comme le Libéria, la Guinée forestière et la Côte d'Ivoire sont confrontés à des problèmes de plus en plus distincts et à des perspectives d'évolution séparées, les actions humanitaires seront couvertes en 2006 par des décisions financières spécifiques à chacun des trois pays et non plus par un Plan Global régional. En revanche, dans le domaine de la protection des enfants affectés par les conflits et du service de transport aérien au bénéfice des acteurs humanitaires, la DG ECHO favorisera une approche régionale.

Au **Libéria**, la DG ECHO poursuivra en 2006 son soutien au retour, spontané ou assisté, et la réinstallation dans leur lieu d'origine, des quelques 270 000 réfugiés libériens vivant encore dans les pays de la région et des personnes déplacées à l'intérieur du pays ainsi qu'à la restauration de l'accès aux services de base dans les régions de retour massif et dans les régions délaissées par les acteurs humanitaires. La DG ECHO maintiendra une aide minimale en faveur des personnes déplacées ne pouvant pas encore rentrer chez elles et vivant toujours dans les camps et leurs alentours et continuera à appuyer les activités de protection au bénéfice des plus vulnérables, parmi lesquels les enfants. En **Côte d'Ivoire**, la situation « sans paix ni guerre » très fragile et instable, reste très menaçante pour le pays et la sous région. La mise en œuvre d'un processus de paix entre les forces gouvernementales et les forces nouvelles est constamment remise en question. Malgré une amélioration, les services publics restent déficients dans une grande partie du territoire et la protection des personnes est de plus en plus menacée. La DG ECHO soutiendra une assistance d'urgence intégrée aux populations vulnérables et renforcera les opérations liées à la protection dans la région Nord. En **Guinée**, la présence de réfugiés dans la zone forestière ajoutée aux nombreuses difficultés économiques et politiques que connaît le pays est une menace pour la stabilité de la région. La DG ECHO entend maintenir son soutien aux camps de réfugiés et aux populations alentours jusqu'au rapatriement des réfugiés libériens. Par ailleurs, si tous les Sierra léonais ont été rapatriés, 3 900 Ivoiriens vivent encore dans des camps guinéens et ont besoin d'une assistance.

Suite aux élections présidentielles d'avril 2005, plus de 20 000 Togolais ont fui leur pays pour se réfugier au **Bénin**. La DG ECHO pourrait maintenir son assistance aux camps de réfugiés gérés par le HCR en 2006 si les conditions d'un retour volontaire dans le respect des normes internationales ne sont pas réunies.

En réponse à la crise nutritionnelle qui affecte le **Mali** et encore plus le **Niger** depuis le deuxième trimestre 2005, suite à la sécheresse et aux attaques de criquets pèlerins, la DG ECHO soutient dans ces deux pays des actions de récupération nutritionnelle et de sécurité alimentaire. En 2006, la DG ECHO continuera d'être très attentive à la situation nutritionnelle qui prévaut au Mali et au Niger, tout comme en **Mauritanie** et au **Burkina Faso**. Si la situation nutritionnelle et l'insécurité alimentaire l'exigent, la DG ECHO étudiera l'opportunité d'une nouvelle intervention. La priorité devra cependant être donnée à la

recherche d'une stratégie de sécurité alimentaire durable dans le cadre de la coopération au développement.

Suite à la détérioration de la situation humanitaire au Darfour à partir de 2003, près de 215 000 Soudanais sont entrés en territoire tchadien pour y chercher refuge. Quelques 200 000 réfugiés résident à présent dans 12 camps dans les provinces frontalières du **Tchad**. La DG ECHO prévoit de poursuivre son soutien aux réfugiés qu'ils soient dans les camps ou hors de ceux-ci et aux personnes les plus vulnérables parmi la population locale. Comme il est probable qu'aucun plan de rapatriement des réfugiés ne pourra être mis en oeuvre dans un avenir proche, la DG ECHO définira son approche dans le cadre d'un plan global en 2006, en mettant l'accent sur les secteurs de la santé, de l'eau et de l'assainissement, de l'alimentation, des biens non consommables, de l'éducation dans l'urgence et de la protection. La DG ECHO soutiendra également des activités de coordination et d'information.

Par ailleurs, des heurts entre bandes armées et forces gouvernementales dans les régions du nord de la République Centrafricaine ont provoqué depuis juin 2005 un nouvel afflux de réfugiés au sud du **Tchad**. Leur nombre est estimé à 15 000 et DG ECHO s'est engagé à soutenir une opération du UNHCR visant à ouvrir un nouveau camp dans la région de Goré.

Enfin, au niveau des 17 pays de la région¹³, la DG ECHO continuera à soutenir des actions d'urgence en cas d'apparition d'épidémies incontrôlées.

4.1.1.2. Afrique de l'Est, Corne de l'Afrique

Le principal programme de la DG ECHO dans la région se situera encore au **Soudan**. D'une part, les besoins humanitaires de millions de personnes déplacées et affectées par le conflit au **Darfour** continuent d'être l'objet d'une attention et de réponses spécifiques. D'autre part, l'accord de paix récent mettant fin à plus de 20 années de guerre civile entre le nord et le sud du pays donne l'espoir d'une amélioration de la situation à moyen terme mais ouvre également la porte au retour éventuel de milliers de réfugiés et déplacés risquant ainsi d'augmenter les besoins humanitaires d'une région déjà très affectée. Dès lors, la DG ECHO maintiendra en 2006 son engagement à assister les populations les plus vulnérables et les plus nécessiteuses par le biais d'une approche multisectorielle. Elle devra néanmoins tenir compte des conditions de sécurité qui se sont révélées très difficiles pour le personnel humanitaire en 2005. La reprise de la coopération au développement devrait permettre à terme la relance des activités faisant le lien avec la réhabilitation et le développement.

La majeure partie des pays de la **Corne de l'Afrique** continue à souffrir des conséquences de conflits et tensions internes, auxquelles s'ajoute la grande pauvreté des populations dont la capacité de réponse aux fréquentes catastrophes naturelles est limitée. La présence de la DG ECHO en **Ouganda** reste de première nécessité au vu de la crise humanitaire chronique. La situation n'évolue pas du point de vue de la sécurité et des difficultés d'accès. La DG ECHO continuera à intervenir dans un large éventail de secteurs, favorisant la sécurité alimentaire ainsi que la coordination et la gestion de la réponse humanitaire.

En **Éthiopie**, de fortes tensions politiques ont suivi les élections générales de mai 2005 et la question du conflit frontalier avec l'Érythrée reste à résoudre, ce qui crée des tensions permanentes entre les deux pays. La situation humanitaire reste préoccupante, avec une

¹³ Bénin, Burkina Faso, Tchad, Cap vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Guinée (Conakry), Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone, Togo

malnutrition chronique, aggravée en 2005 par le démarrage tardif du programme national de sécurité alimentaire qui a rendu le pays encore plus dépendant de l'aide alimentaire internationale. Le secteur de la santé semble être le plus démuné, avec une carence des services publics dans les campagnes et des risques épidémiques toujours présents, notamment pour la malaria. La stratégie de la DG ECHO visera à couvrir les besoins aigus en complémentarité avec les autres services de la Commission, l'Éthiopie étant un des pays prioritaires pour le Fonds Européen de Développement (FED) et l'aide alimentaire.

La situation en **Érythrée** n'a pas cessé de se dégrader au cours de 2005, aussi bien du point de vue politique que humanitaire. Le gouvernement semble être de plus en plus isolé au niveau international, les tensions aux frontières avec l'Éthiopie et le Soudan sont permanentes, les restrictions d'accès et les violations des droits civiques croissants. Les ONG internationales et nationales ont de plus en plus de difficultés à opérer et certains bailleurs de fonds ont été invités à quitter le pays car jugés trop "critiques" vis-à-vis du gouvernement. Dans un contexte difficile de baisse de l'aide internationale au développement et de crise économique aigue, deux tiers de la population sont totalement dépendants de l'aide alimentaire et le rôle de l'aide humanitaire sera de plus en plus crucial pour soulager les souffrances de la population, à condition toutefois que les partenaires de la DG ECHO puissent mener leurs opérations dans des conditions acceptables.

La **Somalie** connaît une crise politique sans fin, une pauvreté extrême et des problèmes de sécurité et d'accès permanents qui obligent à gérer l'aide internationale à partir de Nairobi. Toutefois, la constitution et l'installation d'un Gouvernement fédéral de transition laisse espérer un changement en faveur duquel l'UE et la communauté internationale sont très engagées. Mais même en cas de développement positif de la crise politique, le rôle de l'aide humanitaire restera fondamental à court terme, dans un pays où les besoins sont importants, surtout dans les domaines de la santé, de l'eau et de la nutrition.

4.1.1.3. Région des Grands lacs et Afrique centrale

La région des **Grands Lacs** a fait de grands progrès dans le domaine de la stabilisation politique, notamment au Burundi, mais la situation reste fragile, avec des signes contradictoires. En RDC les combats continuent en Ituri et l'insécurité prévaut toujours dans d'autres secteurs de l'est du pays. Un nombre croissant de personnes a pu rentrer dans leur pays d'origine et connaître un début de retour à la normalité mais d'autres, encore nombreuses, restent fragilisées par l'insécurité, très vulnérables et nécessitant une assistance humanitaire.

Au **Burundi** tous les paris électoraux ont été tenus, aboutissant à l'élection démocratique d'un nouveau Président. Cependant, si ceci représente un énorme pas en avant et une grosse bouffée d'espoir, les problèmes du Burundi ne sont pas pour autant entièrement résolus. Bien qu'une faction armée reste dangereuse dans la province de Bujumbura Rural et que la situation économique demeure parmi les pires au monde, l'amélioration du climat général permettra aux outils de développement de s'épanouir plus largement pour accompagner le processus de réinstallation des Burundais rapatriés de la Tanzanie, de réintégration des populations déplacées et de réhabilitation des infrastructures essentielles. En attendant leur déploiement effectif et de céder sa place, la DG ECHO collaborera avec les autres services de la Commission pour maintenir un service de soutien humanitaire d'accompagnement pour les populations les plus vulnérables. La DG ECHO maintiendra son niveau de financement en 2006 mais prévoit de se retirer progressivement de plusieurs secteurs (eau, déminage, psychosocial...) au profit des services en charge du développement.

La République unie de Tanzanie compte 380 000 réfugiés (environ 60% de Burundais et 40% de Congolais) répartis dans douze camps situés au nord-ouest du pays, qui dépendent presque exclusivement de l'aide humanitaire pour leur survie. En 2006, la DG ECHO continuera à pourvoir à leurs besoins fondamentaux de protection, de soins de santé, visant également à soutenir le rapatriement vers le Burundi et la RDC, à chaque fois que cela se révélera réalisable sur une base volontaire et dans le respect des normes internationales. La DG ECHO continuera à attirer l'attention sur la situation humanitaire de ces réfugiés, dont les besoins alimentaires ne sont que partiellement couverts.

En **République Démocratique du Congo** le processus de transition politique reste sur la bonne voie même si de nombreux problèmes potentiels demeurent, comme les combats meurtriers qui persistent en Ituri et le climat d'insécurité qui ronge la reprise économique et sociale dans les provinces de l'est. Etant donné que les organes d'un Etat de droit sont encore fragiles ou par endroits inexistantes, certaines populations civiles sont encore en proie aux attaques et aux pires exactions de groupes armés, les empêchant de retrouver la stabilité nécessaire pour renouer avec l'autosuffisance. Des centaines de milliers de personnes nécessitent toujours une aide extérieure, ne fût-ce que pour survivre. La DG ECHO, avec OCHA et ses partenaires, a participé au développement d'une stratégie commune qui devrait permettre de répondre aux besoins humanitaires les plus urgents. Par ailleurs, la DG ECHO continuera à travailler étroitement avec les autres services de la Commission et les autres bailleurs pour faciliter l'introduction, là où c'est possible, de programmes de développement et de réhabilitation. Ceci est de plus en plus le cas, permettant ainsi à la DG ECHO d'espérer voir ses activités se concentrer et donc augmenter dans les zones où les besoins sont les plus importants.

La République du Congo Brazzaville et **la République Centrafricaine** ont renoué avec la paix et la stabilité sur l'ensemble de leur territoire, même si la dernière a parfois du mal à les entériner. La situation est telle dans les deux pays que la DG ECHO a pu retirer son soutien au profit des instruments du développement, sauf pour l'opération de retour des réfugiés de la République Démocratique du Congo vers leur pays d'origine.

4.1.1.4. Afrique australe

Ces dernières années, **l'Afrique australe** a été touchée de façon récurrente par les catastrophes naturelles, le SIDA et la mauvaise gouvernance. Grâce à une amélioration des conditions agricoles, la région se remettait progressivement de la pénurie alimentaire résultant essentiellement de la sécheresse qui a sévi dans la région en 2002-2003. L'assistance humanitaire n'était dès lors plus programmée pour la Zambie et le Malawi. La situation globale au Lesotho et au Swaziland s'était également améliorée, malgré des zones de vulnérabilité extrême.

Cette relative amélioration semble maintenant menacée par une nouvelle année de sécheresse, et de récoltes insuffisantes dans toute la sous-région, et plus particulièrement au **Malawi** et en **Zambie**. S'ajoute à ceci un phénomène d'augmentation du coût de la nourriture disponible, qui la met hors de portée des populations les plus vulnérables, dont beaucoup souffrent déjà des effets du VIH/SIDA. Les populations vulnérables du **Mozambique**, du **Swaziland** et du **Lesotho**, et peut-être même de la **Namibie** et du **Botswana**, risquent également d'être touchées. Bien que les services de développement de la Commission y soient très actifs, la DG ECHO surveillera étroitement la situation dans la sous région, et sera prête à intervenir si des besoins humanitaires d'urgence devaient se présenter.

En **Angola**, le processus de réhabilitation qui a été amorcé après la signature du processus de paix en 2002 se poursuit. La réinstallation des populations touchées par la guerre (personnes intérieurement déplacées et réfugiés) s'est terminée dans les premiers mois de 2005, à l'exception de quelques 30 000 réfugiés qui doivent être rapatriés de Zambie et de Namibie avant fin 2005. Ces deux dernières années, la stratégie de la DG ECHO s'est concentrée sur la mise en oeuvre d'un processus de transition vers le développement à long terme dont les principaux secteurs sont la santé, la sécurité alimentaire et l'accès humanitaire (déménagement). Le retrait de la DG ECHO s'est confirmé, avec la fin des interventions et la fermeture du bureau à Luanda fin juin 2005. Consciente de la fragilité de la situation, surtout jusqu'à la tenue des premières élections post-conflit prévues pour 2006, la DG ECHO continuera à suivre la situation en Angola de très près à partir de son bureau de Harare.

S'agissant de réfugiés encore, la DG ECHO évaluera en 2006 l'opportunité de préparer le rapatriement de quelques milliers de Congolais résidant actuellement dans des camps en **Zambie**.

La situation au **Zimbabwe** reste, par contre, une grande préoccupation. La situation humanitaire y est inquiétante par suite d'une combinaison de facteurs, dont la dégradation continue de la situation économique, des contraintes politiques majeures (par exemple, le processus de réforme du pays) et une mauvaise gouvernance, des dépenses insuffisantes pour les services sociaux et les effets dévastateurs de la pandémie du VIH/SIDA, auxquels s'ajoutent les campagnes de nettoyage urbain (telle « *Restore Order* ») de la mi-2005, qui ont augmenté de quelques dizaines de milliers le nombre des déplacés internes. L'accès accordé aux partenaires de la DG ECHO, en particulier dans les zones rurales politiquement sensibles, reste aléatoire. Face aux informations contradictoires, il est difficile d'évaluer la situation en ce qui concerne la récolte et la disponibilité de nourriture. La situation dans les pays avoisinants laisse pourtant prédire des besoins d'assistance alimentaire accrus au Zimbabwe. La DG ECHO maintiendra son engagement à fournir une assistance humanitaire au Zimbabwe en 2006 afin de venir en aide aux populations les plus vulnérables.

Enfin, les effets dévastateurs de la pandémie du VIH/SIDA constituent une autre préoccupation majeure dans la région. Les décès et les maladies rongent la société et minent profondément les perspectives de récupération. La DG ECHO participe déjà à la lutte contre le VIH/SIDA et continuera à intégrer cette problématique dans tous les projets qu'elle finance en Afrique australe. Les populations touchées ou infectées par le VIH/SIDA resteront, en outre, considérées comme un groupe bénéficiaire prioritaire.

4.1.2. Méditerranée et Moyen-Orient

Le désengagement israélien de la **bande de Gaza** et de 4 colonies de **Cisjordanie** ne semble pas avoir encore fait beaucoup progresser vers une sortie de la crise alors que, notamment, la colonisation et la construction du mur se poursuivent et que les mouvements des palestiniens sur leur propre territoire restent difficiles sinon impossibles. Dans ces conditions, la situation humanitaire reste délicate et la DG ECHO maintiendra en 2006 son assistance aux populations les plus vulnérables en continuant de répondre à leurs besoins humanitaires essentiels. Cette stratégie d'aide humanitaire pourrait toutefois être revue vers la fin 2006 si le

processus politique devait se traduire par une amélioration tangible de la situation et si les fonds promis par la communauté internationale¹⁴ étaient effectivement libérés.

Jordanie, Liban et Syrie, accueillent plus de 2.600.000 réfugiés palestiniens. Ces réfugiés sont bien intégrés dans les sociétés jordanienne et syrienne y compris ceux vivant dans des camps (284 000 soit 16% en Jordanie et 114 000 soit 27% en Syrie). Au Liban, par contre, les 401 000 réfugiés restent aux marges de la société. 53% sont confinés dans 12 camps officiels, les autres pour la plupart dans des camps non reconnus. En outre, environ 40 000 de plus restent sans statut. Aucune amélioration de ces conditions n'est prévisible dans l'immédiat même si le gouvernement libanais a décidé de lever l'interdiction d'accès à plus de 70 types d'emplois.

Les actions humanitaires en faveur des réfugiés palestiniens dans ces trois pays continueront donc de se concentrer en 2006 sur le **Liban** et cibleront les secteurs de la réhabilitation de l'habitat précaire, de la santé, de l'eau et de l'assainissement, de l'emploi et de l'assistance aux groupes de personnes vulnérables (enfants, personnes âgées et handicapés). En **Jordanie** et en **Syrie**, la DG ECHO financera la réhabilitation de l'habitat le plus précaire, particulièrement dans les camps.

Les **réfugiés sahraouis** qui vivent depuis 1975 dans des camps dans la région désertique de Tindouf en Algérie restent entièrement tributaires de l'aide humanitaire, victimes d'une des crises humanitaires les plus anciennes et largement oubliée. En conséquence, en 2006, l'aide humanitaire devra continuer de couvrir pratiquement tous les secteurs et notamment celui de l'alimentaire. Cela devra être fait en poursuivant le dialogue avec les partenaires et avec les Autorités sahraouies afin de bien cibler les opérations et d'en assurer la mise en œuvre dans les meilleures conditions.

Au **Yémen**, une large part de la population vit dans une grande pauvreté et le flux de réfugiés en provenance de la Corne de l'Afrique a tendance à augmenter. La DG ECHO lancera en 2006 une évaluation de ses interventions passées au Yémen. En cas d'intervention, la DG ECHO ciblera les secteurs de l'eau et de l'assainissement et de la santé, en particulier en faveur des enfants et des populations réfugiées.

4.1.3. Caucase et Asie centrale

En l'absence d'un règlement du conflit en **Tchéchénie** et étant donné l'étendue des destructions et la situation économique catastrophique (absence d'eau courante à Grozny, ville de 100 000 habitants, problèmes d'assainissement, destruction des logements, des écoles, des hôpitaux, des capacités de production, fuite du personnel qualifié, taux de chômage estimé à 80%), la DG ECHO poursuivra son soutien aux populations les plus vulnérables, ainsi qu'aux personnes déplacées suite au conflit dans les républiques voisines d'**Ingouchie** et du **Daghestan**. La stratégie de la DG ECHO évoluera cependant vers l'inclusion de programmes à caractère plus durable. La sécurité alimentaire et les programmes de génération de revenus remplaceront peu à peu les programmes de distribution de nourriture et des programmes

¹⁴ Le G-8 a approuvé un cadre de plan de reconstruction et de développement, présenté par l'envoyé spécial Mr Wolfensohn, qui prévoit une assistance financière à la Cisjordanie et à la Bande de Gaza jusqu'à un plafond de 3 milliards par an, pour les trois prochaines années, ce qui signifie le doublement des efforts actuels de la communauté internationale des donateurs. La Commission européenne a proposé au Parlement Européen et au Conseil de répondre à cet effort en augmentant le budget actuel de la communauté destiné aux interventions dans les territoires palestiniens occupés de 200 à 300 millions d'euros par an, associé à une augmentation de l'assistance bilatérale des Etats membres.

intégrés d'aide au retour des déplacés seront développés. Des interventions humanitaires plus classiques seront maintenues dans des zones d'intervention nouvelles auxquelles les organisations humanitaires commencent à avoir accès et dont les populations avait jusqu'à présent été laissées à l'écart des programmes d'assistance pour des raisons de sécurité. Toutefois certains des partenaires d'OG ECHO restent régulièrement confrontés à des problèmes administratifs qui peuvent aller jusqu'au refus d'accréditation.

Cette stratégie sera mise en œuvre en parallèle avec un premier programme de réhabilitation pour le Nord Caucase dans le cadre du programme TACIS de coopération avec les pays de la CEI. Ce programme de 20 millions d'euros qui concerne l'éducation, la santé et le secteur bancaire/génération de revenus, est destiné à amorcer un processus de transition vers des actions à plus long terme.

En **Géorgie**, la DG ECHO engagera en 2006 une stratégie de sortie graduelle et un processus de relais par des programmes de réhabilitation et de développement tout en maintenant son budget. En raison de la persistance de besoins humanitaires non couverts dans l'ouest de la Géorgie, notamment en Abkhazie, la DG ECHO poursuivra son soutien aux personnes les plus vulnérables affectées par le conflit, en encourageant ses partenaires à travailler dans la région de Gali, une zone fortement détruite où les organisations humanitaires commencent seulement à avoir accès grâce à l'amélioration récente de la sécurité.

Plusieurs organisations ont alerté la DG ECHO sur la situation préoccupante des réfugiés tchétones en **Azerbaïdjan**, qui ne reçoivent pas le statut de réfugié et vivent dans des conditions très précaires. Outre le financement des activités de protection du CICR en cours, la DG ECHO examinera dans quelle mesure les besoins de base de ces réfugiés pourraient être couverts.

Au **Tadjikistan**, la DG ECHO achèvera en 2006 son plan de retrait défini en 2003. Dans cette transition vers l'aide au développement, le secteur santé, notamment, nécessitera un dernier appui substantiel. Cette transition se poursuit avec succès puisque les secteurs dans lesquels la DG ECHO était intervenue sont couverts progressivement par des interventions dans le cadre d'autres programmes, notamment TACIS. La DG ECHO maintiendra cependant une vigilance en Asie centrale, zone d'instabilité chronique.

4.1.4. Asie

La DG ECHO s'est retirée d'**Irak** en 2005 et n'y prévoit pas de nouvelles interventions en 2006. La DG ECHO continuera cependant à surveiller la situation afin de pouvoir répondre rapidement si une nouvelle crise humanitaire devait apparaître.

Après une diminution entre 2004 et 2005 de son aide à l'**Afghanistan** et en faveur des réfugiés afghans au **Pakistan** et en **Iran**, suite à l'augmentation des fonds post-urgence, la DG ECHO maintiendra en 2006 son niveau d'intervention. Celle-ci se focalisera cependant davantage sur l'Afghanistan compte tenu du rapatriement de quelques 700 000 réfugiés et du retrait annoncé du HCR du Pakistan et d'Iran en 2006. Les besoins identifiés comme requérant une intervention prioritaire sont l'eau et l'assainissement, la protection et l'assistance à la réinstallation des plus vulnérables, des réfugiés et des déplacés. La DG ECHO restera également prête à répondre à d'éventuels désastres naturels (tremblements de terre et inondations) dans ces trois pays.

En **Inde**, la DG ECHO concentrera sa réponse au tsunami sur les populations déplacées vivant encore dans des abris semi permanents. La consolidation des abris en vue de la mousson,

l'accès à l'eau et l'assainissement dans les camps constitueront les secteurs d'intervention prioritaires en 2006. La situation au **Cachemire** évolue peu et les besoins humanitaires liés à cette crise oubliée restent importants. La DG ECHO poursuivra par conséquent son appui aux populations victimes du conflit séparatiste qui dure depuis 1989. Protection, promotion du droit international humanitaire et soutien psychologique seront les principales composantes de cette aide.

En outre la DG ECHO continuera son intervention humanitaire au **Pakistan** et en **Inde** suite au tremblement de terre au Cachemire le 8 octobre 2005.

Le **Népal** est le théâtre de deux crises oubliées. D'une part, les populations rurales, et notamment les enfants, sont prises entre deux feux par le conflit qui oppose la rébellion maoïste et les forces armées depuis 1996, et le phénomène de déplacements forcés de ces populations se développe. En dépit des difficultés d'accès à ces zones rurales pour les acteurs humanitaires, la DG ECHO tentera de poursuivre son aide dans les domaines de la protection, de l'accès à l'eau et à l'assainissement, et de la sécurité alimentaire. D'autre part, la DG ECHO poursuivra sa contribution à la fourniture d'aide alimentaire aux 105 000 réfugiés bhoutanais entassés dans les camps à la frontière avec l'Inde. La DG ECHO continuera à coopérer activement avec d'autres donateurs en vue de promouvoir le retour des réfugiés et de pousser les autorités à trouver une solution à cette crise. La DG ECHO prévoit d'ouvrir un bureau à Katmandu avant la fin de 2005.

Au **Bangladesh**, la DG ECHO n'interviendra en faveur des populations victimes des inondations liées à la mousson ou d'autres catastrophes naturelles majeures que si les capacités des réponses nationales apparaissent insuffisantes.

Au **Sri Lanka**, la DG ECHO aide les familles déplacées par le tsunami ainsi que 350 000 personnes déplacées suite au conflit qui sévit dans le pays depuis 1983, afin d'éviter toute discrimination dans l'allocation d'aide. Les principaux besoins identifiés sont la fourniture d'eau et d'installations sanitaires, d'abris provisoires, y compris l'amélioration des abris existants pour la population affectée par le conflit, le soutien aux moyens de subsistance et à la sécurité alimentaire et l'aide psychosociale. Le niveau d'implication de la DG ECHO en 2006 dépendra à la fois de l'évolution du processus de paix et de l'avancement dans la mise en œuvre des projets de reconstruction (deux facteurs qui risquent de subir d'importants retards en raison de la situation politique actuelle dans le pays) ainsi que des conditions d'accès dans les zones où il y a une forte présence du LTTE (Tamil Tigers).

La **Birmanie/Myanmar** représente une des crises oubliées qui continueront de jouer un rôle important dans la stratégie humanitaire de la DG ECHO en 2006. La DG ECHO a pu finalement ouvrir un bureau d'assistance technique à Yangon. Les autorités continuent toutefois d'imposer des restrictions importantes aux organisations humanitaires et de grandes parties du pays restent inaccessibles, en particulier dans les zones frontalières où sont concentrées la plupart des minorités ethniques très vulnérables. Les activités en Birmanie se focaliseront sur la santé, la nutrition, l'eau et l'assainissement et la protection. Les réfugiés birmans vivant dans les camps frontaliers en **Thaïlande** continueront également à bénéficier de l'aide alimentaire et de l'assistance médicale.

Au **Laos**, la DG ECHO transférera progressivement ses activités aux instruments de développement, en particulier en matière de sécurité alimentaire. La DG ECHO poursuivra son soutien dans les poches de vulnérabilité où des besoins humanitaires persistent,

notamment dans certains villages montagnards, ainsi que des activités d'aide d'urgence dans les communautés relogées.

Le processus de retrait progressif du **Cambodge** s'achèvera en 2006, avec le passage progressif à des instruments de développement. Au **Viêt-Nam**, la DG ECHO n'interviendra en faveur des populations victimes de catastrophes naturelles majeures éventuelles que si les capacités des réponses nationales apparaissent insuffisantes.

En **Indonésie**, la mise en œuvre des actions de post-urgence suite au tsunami se poursuivra en 2006. Il s'agit surtout d'actions destinées à améliorer la situation dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement et la qualité des abris fournis aux populations déplacées sur la côte ouest d'Aceh et sur les îles de Nias et Simeulue. Ces actions seront étendues aux populations des districts de la province d'Aceh, zones nouvellement ouvertes aux organisations humanitaires suite à la signature des accords de paix entre le gouvernement et le GAM (Mouvement pour un Aceh libre). Par ailleurs, la DG ECHO poursuivra ses interventions pour l'amélioration de la situation nutritionnelle dans les provinces de l'est du pays.

Au **Timor Leste**, les interventions viseront à réduire la prévalence de la malnutrition aiguë dans les zones occidentales et centrales du pays, en coordination avec d'autres actions à plus long terme prévues par la Commission.

Aux **Philippines**, la DG ECHO terminera son retrait progressif en 2006 si l'évolution du processus de paix à Mindanao évolue favorablement et mène à une réduction des besoins humanitaires et à une disponibilité accrue de fonds pour les projets de développement. En cas de catastrophe naturelle, la DG ECHO n'interviendra que si la capacité de réponse locale s'avère insuffisante.

Enfin en **Corée du Nord**, d'énormes besoins humanitaires continuent à se faire sentir, conjugués à un certain désintérêt des donateurs en dépit du haut profil politique du pays. La DG ECHO souhaiterait poursuivre ses interventions dans les secteurs de la santé, de l'eau et de l'assainissement ainsi que de la nutrition infantile, en particulier dans les régions éloignées de Pyongyang comme le nord-est. Cependant, depuis le 30 août 2005, les autorités ont informé la communauté internationale à plusieurs reprises de leur intention de réduire la présence des agences humanitaires à partir de la fin de l'année. Dans ce contexte, la DG ECHO ne poursuivra ses interventions qu'à la condition d'avoir un accès et une possibilité de suivi satisfaisants.

4.1.5. Caraïbes

En réponse aux besoins persistants d'aide humanitaire et de réhabilitation, l'intervention de la DG ECHO en faveur des populations victimes d'ouragans et d'inondations à **Grenade** et en **Guyane** se poursuivra en 2006 mais elle devrait s'achever au cours du deuxième semestre. Cependant, et vu le caractère saisonnier et récurrent des ouragans tropicaux et des inondations dans les Caraïbes, la DG ECHO soutiendra les activités de préparation aux désastres de la Fédération internationale de la Croix-Rouge dans la région.

S'il n'y a pas de nouvelles urgences en **Haïti**, la DG ECHO ne prévoira pas d'interventions humanitaires en 2006 (sauf DIPECHO) mais espère que le soutien aux activités de réhabilitation et de reconstruction promis par la Communauté internationale répondra à la crise structurelle du pays.

4.1.6. Amérique Latine

La sphère d'action principale restera la **Colombie** où le conflit qui sévit depuis quarante ans ne montre aucun signe de régression. La DG ECHO agira dans les régions où les institutions nationales font largement défaut, et aidera les personnes déplacées à survivre dans leur nouvelle situation et à atteindre un niveau minimum d'autosuffisance, tout en encourageant le renforcement des capacités des organisations locales. La DG ECHO viendra également en aide aux populations confinées ou bloquées économiquement par les groupes armés, pour leur permettre d'avoir un accès aux services essentiels auxquels l'Etat ne peut pourvoir. En outre, elle interviendra en faveur des réfugiés colombiens dans les pays voisins, surtout en **Equateur** et au **Venezuela**. L'aide se focalisera sur les biens de première nécessité, alimentaires et autres, le logement, l'eau et l'assainissement, les soins de santé et le soutien psychosocial. Une attention à la protection des populations affectées par le conflit et au contexte dans lequel l'aide est livrée est de plus en plus souvent exigée. L'empêchement du recrutement des enfants par les groupes armés illégaux ainsi que leur protection sera un objectif particulier.

Au cours des dernières années, la vulnérabilité des populations en **Amérique centrale** et en **Amérique du sud** n'a cessé d'augmenter en raison d'une faiblesse structurelle connue, de crises financières et économiques répétées, de catastrophes naturelles plus féroces et plus nombreuses et de l'instabilité politique qui affecte de nombreux pays de la région. Dans ce contexte, la DG ECHO pourrait être appelée à intervenir dans certaines catastrophes naturelles, si elles entraînent d'importants besoins humanitaires auxquels le pays n'arriverait pas à faire face en raison d'une capacité de réponse limitée. En particulier, la DG ECHO continuera son intervention au **Salvador** et au **Guatemala** en faveur des populations touchées par la tempête tropicale Stan en octobre 2005. Enfin la DG ECHO maintiendra sa vigilance notamment au **Guatemala** et au **Honduras** quant à la situation nutritionnelle des populations minoritaires et isolées, qui risque de se dégrader.

4.1.7. Préparation aux catastrophes naturelles et DIPECHO

Dans plusieurs régions du monde, la DG ECHO soutient des actions de préparation aux désastres auprès des communautés locales, afin de les aider à réagir rapidement et de manière appropriée en cas de désastres, permettant ainsi de sauver de nombreuses vies. Ces opérations se font soit dans le cadre de programmes spécifiques DIPECHO, soit dans le cadre des interventions d'urgence traditionnelles. La DG ECHO compte développer en 2006 cette approche en continuant ses projets DIPECHO dans les différentes régions concernées (Asie centrale, Asie du sud, Asie du sud-est, Caraïbes, Amérique centrale et Amérique du sud), ainsi qu'en intégrant davantage cette dimension dans ses interventions d'urgence quand cela s'avère pertinent.

Ainsi en **Afrique occidentale**, la DG ECHO amorcera une réflexion sur la prévention des crises nutritionnelles et la préparation à ce type de crise dans les pays les plus vulnérables de la région.

Dans la **Corne de l'Afrique**, afin de mieux préparer les populations pastorales du Kenya, d'Ouganda, d'Ethiopie et de Djibouti aux sécheresses récurrentes et de plus en plus fréquentes, la DG ECHO envisage une décision régionale de préparation à la sécheresse. Ce financement permettrait de soutenir des actions comme la cartographie et la maintenance des points d'eau ou l'amélioration de la santé animale et prévoirait une certaine réserve pour intervenir dès les premiers signes d'une situation d'urgence afin d'éviter que celle-ci ne se propage à d'autres

zones. Ce programme de préparation à la sécheresse sera développé en étroite collaboration avec la DG Développement et EuropeAid.

L'**Asie centrale** a bénéficié de trois plans d'actions DIPECHO successifs depuis 2003. Le troisième plan d'action a débuté en août 2005 avec des projets s'étalant sur 12 à 15 mois, c'est-à-dire jusqu'à l'automne 2006. Une évaluation de ces trois plans d'action sera ensuite lancée et aidera à déterminer la direction à prendre pour les activités DIPECHO dans cette région en 2007 (et au-delà du retrait des opérations de la DG ECHO courantes au Tadjikistan).

En **Amérique latine** et en **Asie**, les nouveaux plans d'action DIPECHO pour la préparation aux désastres seront mis en œuvre en 2006 dans la Communauté andine (Bolivie, Pérou, Equateur, Colombie et Venezuela), en Asie du sud (Inde, Bangladesh, Népal et Pakistan) et aux Caraïbes. De nouveaux plans d'action seront lancés en Amérique centrale (Guatemala, Honduras, Nicaragua, El Salvador, Costa Rica et Panama) et en Asie du sud-est (Vietnam, Cambodge, Laos, Timor Leste, Indonésie et probablement les Philippines) suite à l'organisation de réunions de consultation dans chaque pays de la région concernée. L'accent sera mis sur des projets à petite échelle répondant aux besoins spécifiques des communautés locales dans les domaines de la préparation aux catastrophes, de l'atténuation des dégâts et de la mise en place de systèmes d'alerte précoce pour les populations les plus vulnérables de ces régions.

Une attention particulière sera portée aux projets qui permettent un lien avec des activités plus larges de réduction des risques dans le contexte de la mise en œuvre du *Hyogo Framework for Action*¹⁵ décidé à Kobe au Japon en début d'année 2005.

4.2. Priorités liées aux partenaires

La DG ECHO continuera à contribuer à un partenariat de haute qualité avec les organisations non gouvernementales (« ONG »), les organisations internationales et les organisations des Nations Unies. Dans la sélection de nouveaux partenaires, la DG ECHO continuera à appliquer des critères rigoureusement centrés sur la qualité et la performance.

Comme chaque année, la DG ECHO effectuera en 2006 l'évaluation de ses partenaires ONG, relative aux activités de 2005. En tirant les enseignements de l'évaluation précédente, ce nouvel exercice d'évaluation sera centré sur la qualité et la performance des partenaires, ainsi que sur la suite donnée par les partenaires aux recommandations formulées dans l'évaluation relative aux activités de 2004.

Parallèlement, la DG ECHO poursuivra l'effort réalisé durant l'exercice 2005 concernant le suivi des recommandations formulées dans les rapports d'audits des partenaires. Concernant les organisations des Nations Unies partenaires, la DG ECHO s'assurera que celles-ci respectent la clause de vérification prévue dans l'accord cadre financier et administratif entre la Commission européenne et les Nations Unies (FAFA) et en particulier les exigences qui se rapportent aux financements.

Comme en 2005, la DG ECHO apportera son aide à la mise en œuvre du contrat cadre de partenariat (CCP) en fournissant aux partenaires des formations et en élaborant des documents de soutien (lignes directrices, *fact sheets*, *Frequently Asked Questions*, etc.). Les documents de soutien déjà préparés en 2005 seront rigoureusement mis à jour. Dans l'intérêt des parties,

¹⁵ <http://www.unisdr.org/eng/hfa/docs/Hyogo-framework-for-action-english.pdf>

la DG ECHO s'assurera ainsi d'une interprétation commune et cohérente des instruments juridiques en vigueur.

En ce qui concerne les ONG, la DG ECHO utilisera en 2006 entre autres les subventions de la « *Grant Facility* » pour financer le développement d'instruments qui permettront aux ONG d'améliorer leur capacité de réponse aux crises humanitaires.

Concernant les financements thématiques, qui visent à renforcer les capacités institutionnelles des organisations des Nations Unies et du Mouvement de la Croix-Rouge, la DG ECHO adoptera en 2006 une approche au cas par cas.

4.3. Priorités sectorielles et transversales

En 2006, la DG ECHO ne définira pas de nouveau thème prioritaire mais consolidera et/ou diffusera les travaux faits antérieurement (SIDA, enfants) ou juste finalisés (eau et assainissement).

Concernant les **enfants**, qui constituent un groupe particulièrement vulnérable dans les situations de crise, la DG ECHO procèdera à la mise à jour et à la finalisation des lignes directrices sur la protection des enfants dans les opérations d'urgence. La DG ECHO finance également l'UNICEF pour renforcer ses capacités dans le domaine de la protection des enfants dans l'urgence.

Une étude et des lignes directrices ont été commandées en 2004 sur le secteur de **l'eau et de l'assainissement** dans les interventions d'urgence¹⁶. L'eau est un élément paradoxal pour l'aide humanitaire, à la fois cause de nombreuses catastrophes, parfois d'une échelle colossale comme le tsunami de décembre 2004, mais aussi élément crucial de toute réponse humanitaire. Une eau impure peut être la cause de nombreuses maladies parfois mortelles, alors qu'une hygiène minimale peut être une des meilleures protections contre de nombreuses maladies. L'approvisionnement en eau est un élément critique de tout effort pour préserver la vie dans une situation d'urgence et peut avoir un effet démultiplicateur sur l'aide humanitaire. Ces différents aspects sont abordés dans les documents mentionnés ci-dessus publiés fin 2005. Leur contenu devra être disséminé en 2006 pour garantir une bonne prise en compte de ces aspects dans les interventions de la DG ECHO.

Lien entre urgence, réhabilitation et développement (LRRD)

Dans plusieurs pays un processus de transition vers les activités de développement est achevé (Angola) ou en cours (Tadjikistan, Laos, Philippines...). La DG ECHO continuera à rechercher systématiquement un lien avec les instruments de développement, condition d'une stratégie de sortie réussie. Cela implique également que celle-ci soit prévue très tôt dans l'intervention.

Le lien avec les instruments de développement ne doit cependant pas être limité aux instruments de la Commission européenne mais être étendu à tous les acteurs du développement ainsi qu'au ministère compétent du pays partenaire lui-même, par exemple lorsqu'il s'agit de centres de santé. Par ailleurs dans certains cas, la situation sur le terrain permet la mise en place d'activités de développement dans certains secteurs ou régions, alors

¹⁶ http://europa.eu.int/comm/DG ECHO/evaluation/thematic_fr.htm#water

que des poches de vulnérabilité persistent dans d'autres nécessitant une intervention humanitaire (Afghanistan).

La déconcentration de l'aide de l'UE, qui est désormais très largement gérée par les délégations sur le terrain implique un changement dans la façon d'aborder le lien entre l'urgence et le développement, qui doit maintenant être largement assuré directement sur le terrain entre les experts de la DG ECHO et les délégations.

Enfin, le fait que la coopération au développement prenne de plus en plus la forme de programmes sectoriels et d'appuis budgétaires pose de nouveaux défis en terme de transition entre l'urgence et le développement, l'interlocuteur exclusif pour la coopération au développement étant alors le gouvernement et la coopération visant à appuyer sa politique de développement.

Préparation aux catastrophes naturelles

Le tsunami a montré l'importance d'une intégration de la préparation aux désastres dans les opérations d'aide humanitaire, mais également à un niveau supérieur et à plus long terme dans la coopération au développement. Des engagements ont été pris en ce sens au niveau international, avec cependant un accent sur les systèmes d'alerte précoce (*early warning*) et leur aspect technologique. La DG ECHO mène déjà de nombreuses actions dans ce domaine (voir paragraphe 4.1.7), qu'elle compte renforcer à l'avenir.

De façon plus générale, la DG ECHO entend plaider pour l'introduction de la dimension de réduction des désastres dans les politiques de développement et de coopération et pour une meilleure articulation et complémentarité entre les différents niveaux d'intervention (niveau local, régional, national ou même inter-étatique en Amérique latine notamment). En effet, pour une efficacité maximale, la prévention des catastrophes et la préparation à ces catastrophes doit se faire de façon coordonnée, à tous les niveaux, du national voire supranational au local, avec des canaux de transmission clairs et efficaces entre ces différents niveaux.

4.4. Autres priorités

4.4.1. Visibilité, information et communication

L'objectif général des activités d'information et de communication de la DG ECHO pour l'aide humanitaire est de mettre en exergue, tant en Europe que dans les pays en voie de développement, la contribution concrète apportée par l'aide humanitaire à l'engagement global de la Commission européenne en faveur de la solidarité avec les pays en voie de développement. Les actions d'information visent aussi à assurer la transparence et à amplifier les larges efforts de la Commission pour « être plus proche du citoyen ».

Ainsi, la stratégie de la DG ECHO en 2006 en matière de communication visera à :

- développer et fournir des messages clés : en tant que donateur humanitaire majeur, la Commission doit exprimer clairement et communiquer sur les valeurs soutenant ses actions.
- améliorer la visibilité de la Commission en tant qu'acteur humanitaire tant sur le terrain (où des opérations humanitaires financées par la Commission sont mises en place) que dans l'UE.

- miser sur les jeunes Européens : les jeunes sont généralement réceptifs et sont de bons « démultiplicateurs ». Les activités clés de communication se concentreront par conséquent sur ce groupe, avec une attention particulière aux élèves du secondaire.
- développer un réflexe d'information plus important : plus il y aura de personnes activement impliquées dans la communication des messages humanitaires de la Commission, plus l'impact sera grand. Ce réflexe d'information devra être développé tant au sein de la Commission que parmi les partenaires. Les activités dans ce secteur intégreront l'approche adoptée par la Commission en juillet 2005 dans son Plan d'action de communication¹⁷.

Dans sa stratégie, la DG cherchera particulièrement à toucher des media à très large audience ou tirage.

4.4.2. Réseau opérationnel d'DG ECHO dans le monde

La DG ECHO continuera en 2006 la mise en œuvre du plan d'action adopté par l'UE en janvier 2005 suite au tsunami, dont l'objectif est d'améliorer les capacités de la Commission de réaction aux crises. Pour cela la DG ECHO va poursuivre le renforcement de son réseau d'experts dans le monde afin que ceux-ci soient notamment en mesure d'accompagner activement les équipes UNDAC et FACT dans leurs missions d'évaluation. La DG ECHO évaluera en 2006 l'impact du renforcement de son réseau opérationnel sur sa capacité de réaction.

4.4.3. Sécurité du personnel d'assistance humanitaire

Les efforts visant à améliorer la sécurité globale du personnel d'assistance humanitaire oeuvrant dans des environnements humanitaires de plus en plus incertains, qu'il s'agisse du personnel de la DG ECHO ou de celui de ses partenaires de mise en œuvre, resteront au centre des préoccupations de la DG ECHO en 2006.

La DG ECHO maintiendra ses efforts visant à améliorer son système de gestion de la sécurité interne (procédures et conditions) du personnel du siège et du personnel sur le terrain, avec un accent particulier sur la formation. La DG ECHO continuera, en outre, à contribuer à l'amélioration de la coordination et de la collaboration sur les questions de sécurité avec ses partenaires humanitaires. En complément à son rapport sur les « Normes et pratiques pour la sécurité du personnel humanitaire et plaidoyer en faveur de l'espace humanitaire¹⁸ », la DG ECHO présentera une étude de suivi dans le domaine de la formation pour les formateurs en matière de sécurité et des modèles génériques pour l'établissement de mécanismes de coordination entre organisations non gouvernementales.

Enfin, la DG ECHO continuera à soutenir des projets et des études spécifiques visant au développement d'outils destinés à améliorer la sécurité globale de l'action humanitaire.

¹⁷ SEC(2005)985final – 20/7/2005,

http://www.cc.cec/sg_vista/cgi-bin/repository/getdoc/COMM_PDF_SEC_2005_0985_F_FR.pdf

¹⁸ http://europa.eu.int/comm/DG_ECHO/pdf_files/security/DG_ECHO_security_report_en.pdf

4.4.4. Evaluation

La DG ECHO a lancé à l'automne 2005 une évaluation du service qui fait suite à l'évaluation réalisée en 1999 conformément à l'article 20 du Règlement N° 1257/96 du Conseil du 20 juin 1996 concernant l'aide humanitaire¹⁹ qui régit les opérations de la DG ECHO.

Cette évaluation réalisée par des consultants externes impliquera une large consultation des partenaires de la DG ECHO, des Etats membres et autres acteurs concernés.

Le rapport sera disponible au début 2006 et la DG ECHO analysera ensuite quelle suite sera à donner aux recommandations formulées.

Par ailleurs, les opérations de la DG ECHO dans les pays affectés par le tsunami, au Darfour (Soudan/Tchad) au Zimbabwe et au Yémen seront évaluées en 2006 ainsi que les programmes DIPECHO en Amérique latine et en Asie centrale. Du côté des partenaires les évaluations concerneront le CICR et Save the Children UK. Enfin la DG ECHO lancera une évaluation sur la qualité des fournitures de médicaments.

5. CONCLUSION

La DG ECHO continuera en 2006 son action en faveur des populations dont les besoins humanitaires sont les plus criants, qu'ils résultent de conflits ou de catastrophes naturelles.

Elle continuera à défendre l'espace et les principes humanitaires et à promouvoir les lignes directrices des Nations Unies sur l'utilisation des équipements de défense civils et militaires dans les opérations humanitaires.

Enfin en 2005, en liaison avec la réponse humanitaire au tsunami, a débuté un processus de réflexion sur la réforme du système humanitaire. En effet les réponses passées aux urgences humanitaires ont montré que le système actuel ne répond pas toujours en temps opportun aux besoins essentiels des populations affectées. Une série de propositions ont ainsi été avancées et approuvées lors du Sommet des Nations Unies en septembre 2005. Certaines d'entre elles seront mises en oeuvre en 2006. La DG ECHO suivra ce processus qui devrait contribuer à améliorer la capacité de réponse de l'aide humanitaire face aux urgences. Parallèlement, elle continuera à soutenir le rôle de coordination des Nations Unies.

¹⁹ Article 20 : "La Commission présentera trois ans après l'entrée en vigueur du présent règlement, au Parlement européen et au Conseil, une évaluation d'ensemble des actions financées par la Communauté dans le cadre du présent règlement, assortie de suggestions concernant l'avenir du présent règlement et, en tant que de besoin, de propositions de modifications à lui apporter."